

DOSSIER

« L'Esprit des révolutions dans le monde »
Axe « Retours aux origines »



ÉLÉMENTS POUR UNE ANALYSE MARXISTE DES MOUVEMENTS SOCIAUX AU MOYEN-ORIENT

Omer MOUSSALY

Chercheur à la Chaire UNESCO d'étude des fondements philosophiques de la justice et de la société démocratique – Université du Québec à Montréal

Résumé

Pour interpréter et transformer les rapports sociaux actuels, une bonne appréciation des apports théoriques du marxisme serait de mise. Karl Marx a écrit de nombreuses analyses politiques telles que *Les Luttes des classes en France*, *Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte* et *La Guerre civile en France* qui nous fournissent des outils conceptuels importants. Cette tradition d'analyse critique des transformations révolutionnaires et de la conceptualisation des changements sociaux majeurs garde beaucoup de sa pertinence aujourd'hui. Les œuvres de Friedrich Engels, de Rosa Luxemburg, de Léon Trotski, de Vladimir Lénine, d'Antonio Gramsci et de Wilhelm Reich méritent d'être réexaminées plutôt que d'être reléguées au musée des antiquités. Les concepts de révolution permanente, de révolution passive, de spontanéité, de conscience de classe, de contradiction, de lutte des classes, d'intellectuel organique et d'hégémonie font encore l'objet des recherches en sciences sociales aujourd'hui. Cependant, ils sont rarement examinés dans toutes leurs nuances. Un penseur qui a fait exception à cette règle est Domenico Losurdo. Il explique que le défi principal pour le théoricien critique aujourd'hui est double dans sa nature. Les recherches classiques du marxisme aident à comprendre l'origine et le développement de ses concepts centraux, mais, en plus, elles doivent nous guider dans l'interprétation de l'histoire récente. Notre article repose sur l'approche marxiste en vue d'appliquer certains concepts clés du matérialisme historique à des mouvements révolutionnaires du XXI^e siècle tels que le Printemps arabe.

Mots-clés

Révolution permanente – Révolution passive – Conscience de classe – Lutte des classes – Hégémonie.

Abstract

To interpret and transform current social relations, one must first have a good appreciation of the theoretical contributions of Marxism. Karl Marx wrote numerous political analyses such as *The Class Struggles in France*, *The Eighteenth Brumaire of Louis Bonaparte* and *The Civil War in France* which provide us with important conceptual tools. This tradition of critical analysis of revolutionary transformations and the conceptualization of major social changes retain much of their relevance today. The works of Friedrich Engels, Rosa Luxemburg, Leon Trotsky, Vladimir Lenin, Antonio Gramsci, and Wilhelm Reich deserve to be re-examined rather than being relegated to the Museum of Antiquities. The concepts of permanent revolution, passive revolution, spontaneity, class consciousness, contradiction, class struggles, organic intellectual and hegemony are still used by social scientists today. However, they are rarely examined as they should. An exception to this rule is Domenico Losurdo. He goes on to explain that the main challenge for the critical theorist today is twofold in nature. Not only is it necessary to return to the classical sources of Marxism in order to understand the origin and development of its major concepts, but one must then be able to apply them directly to recent history. Our article is inspired by the Marxist approach. It will attempt to apply some key concepts of historical materialism to revolutionary moments of the 21st century such as the Arab Spring.

Keywords

Permanent revolution – Passive revolution – Class consciousness – Class struggles – Hegemony.

1. L'importance du marxisme classique

Les soulèvements populaires qui éclatèrent soudainement dans plusieurs pays arabes à partir de la fin de 2010 ont porté de nombreux spécialistes (politologues, sociologues et économistes) à se pencher sur ce qu'on a nommé, après coup, le *Printemps arabe*. En outre, certains chercheurs d'orientation intellectuelle marxiste ont voulu donner leurs propres interprétations des faits déroulés sous leurs yeux. D'où la pertinence d'articuler en premier lieu, certaines interprétations marxistes critiques à l'enjeu du *Printemps arabe*. Du même coup, différents survols explicatifs indiquent clairement les sources du marxisme classique qui ont guidé les recherches d'auteurs tels que Gilbert Achcar et Samir Amin.

Le second objectif consiste à faire le lien entre les théories du passé et du présent, de telle sorte à non seulement jeter un certain éclairage sur l'analyse des causes du *Printemps arabe*, du point de vue de la tradition marxiste (Marx, Engels, Lénine, Luxemburg, Trotski, Gramsci et Reich) et du point de vue d'intellectuels marxistes contemporains. Nous constaterons une continuité dans la tradition théorique marxiste qui, d'un siècle à l'autre, apporte un éclairage important sur les mouvements sociopolitiques modernes, notamment au Moyen-Orient.

2. Les révolutions sociales conçues par le marxisme

Une entrevue de Gilbert Achcar accordée à la revue *Actuel Marx* en 2018 peut nous éclairer, dans un premier temps, sur les éléments essentiels de la tradition marxiste classique. D'abord, Achcar souligne l'importance théorique des contributions de Marx aux analyses historiques comme celle que l'on retrouve dans *Les luttes de classes en France* ou dans les pages du *Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte*. De surcroît, il y a lieu d'estimer la collaboration de Friedrich Engels avec Marx sur des textes méthodologiques fondamentaux comme *L'idéologie allemande*. D'après Achcar il faut : « [R]econnaître que l'apport du marxisme classique consiste pour l'essentiel en une approche méthodologique, celle qui rapporte les faits idéologiques à leur soubassement matériel et explore la dialectique du matériel et de l'idéologique. » (Achcar, 2018, p. 102). Cela s'applique à des phénomènes politiques, idéologiques et même religieux.

Les phénomènes complexes tels que les soulèvements de diverses populations dans la région du Moyen-Orient *échappent* à une grille essentialiste qui postule qu'un *Esprit des peuples arabes* se serait soudainement éveillé. D'après Achcar l'analyse marxiste corrige cette perspective idéaliste : « [C]omprendre que ce ne sont pas les « cultures », quelles qu'elles puissent être, qui façonnent l'histoire matérielle, mais que c'est cette dernière qui conditionne le caractère et l'évolution

des cultures » (Achcar, 2018, p. 103). Comme le soulignent d'ailleurs avec justesse Marx et Engels : « Il faut que, dans chaque cas particulier, l'observation empirique montre dans les faits [...] le lien entre la structure sociale et politique et la production. La structure sociale et l'État résultent constamment du processus vital d'individus déterminés. » (Engels et Marx, 1977, p. 49). Dans un autre entretien plus récent, datant de 2019, Gilbert Achcar attribue à l'analyse marxiste d'avoir identifié les causes profondes du soulèvement populaire qui ébranla le Moyen-Orient.

D'après Achcar, les soulèvements des premières années 2010 n'ont pas résolu les contradictions économiques fondamentales de la région : « Le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord sont en pleine ébullition sociale. Ce que l'on a appelé printemps arabe était un premier moment de ce que j'ai analysé comme un processus révolutionnaire de longue durée dont les causes sont structurelles » (Achcar, 2019, p. 58). En effet, dans les écrits d'Achcar, il est souvent question de blocage et de causes structurelles qui minent particulièrement les régimes d'Égypte et de Tunisie. Mais dans une perspective marxiste, les causes socioéconomiques profondes peuvent paver la voie à d'importantes actions révolutionnaires.

Par exemple, dans *Les Luites de classes en France*, Marx souligne que les soulèvements et les révoltes populaires sur le continent européen sont liés dialectiquement à la crise du système économique capitaliste qui avait pour centre, à l'époque, l'Angleterre. Ainsi, selon Marx : « [L]a proportion dans laquelle les révolutions continentales se répercutent en Angleterre est, en même temps le thermomètre qui montre dans quelle mesure ces révolutions mettent réellement en question les conditions d'existence bourgeoises [...] ou n'atteignent que leurs formations politiques » (Marx, 1974, p. 158). S'inspirant des réflexions de Marx, et surtout de Lénine dans *Impérialisme, stade suprême du capitalisme*, Samir Amin affirme qu'« Avec l'impérialisme, la contradiction principale du système capitaliste tend à devenir celle qui oppose le capital des monopoles aux masses surexploitées de la périphérie » (Amin, 1976, p. 117). D'après Amin, le centre des luttes de classe s'est graduellement déplacé du centre du monde capitaliste vers sa périphérie qui a été, pour une bonne partie du XX^e siècle, le terrain de lutte d'une tentative mondiale de transition du capitalisme au socialisme. Cela continue à être vrai aujourd'hui où les luttes sociales les plus intenses ont encore lieu dans la périphérie de l'économie capitaliste. Mais, comme le souligne Domenico Losurdo, il ne faut pas exclure la lutte des classes à l'intérieur des pays du centre comme l'ont fait certains intellectuels. Par exemple, Losurdo critique Jürgen Habermas qui se demande si la lutte des classes explique le développement historique de l'après-guerre dans les pays occidentaux : « La thèse d'Habermas surtout par l'absence d'une question [...] l'avènement du *Welfare-State* a-t-il

été l'issue inévitable d'une tendance intrinsèque du capitalisme ou bien [...] le résultat d'une mobilisation politique des classes inférieures, en dernière analyse d'une lutte des classes ? » (Losurdo, 2017, p. 7). Pour Losurdo, poser la question et vérifier les faits historiques, c'est y répondre automatiquement. La lutte des classes n'a pas disparu dans les pays du centre.

3. La réaction que suscite la révolution

Dans les pages du *le 18 Brumaire de Louis Bonaparte*, Marx explique que les acteurs historiques, individus et classes sociales, ne sont pas toujours conscients de la base économique et de son influence marquante sur le développement historique. Cette difficile prise de conscience est un élément significatif pour toute révolution authentique visant la construction d'une solution de rechange du capitalisme. Déjà au début du XX^e siècle, la théoricienne marxiste Rosa Luxemburg a affirmé que : « Il [le socialisme] naîtra de l'exaspération des contradictions internes de l'économie capitaliste et de la prise de conscience de la classe ouvrière qui comprendra la nécessité de les abolir au moyen de la révolution sociale » (Luxemburg, 1971, p. 48). La base économique est la source, non seulement des contradictions sociales, mais aussi le substrat sur lequel peuvent s'élever partis, institutions et idéologies.

Toujours est-il, que Marx soutient, à juste titre, que : « [S]ur les conditions d'existence sociale s'élève toute une superstructure d'impressions, d'illusions, de façons de penser [...] La classe tout entière les crée et les forme sur la base de ces conditions matérielles et des rapports sociaux correspondants » (Marx, 1969, p. 47). En ce qui concerne la plausibilité d'une reprise des révoltes au Moyen-Orient, Achcar croit que toutes les conditions objectives sont présentes : « Les conditions qui ont vu naître les révolutions n'ont pas changé : chômage, inégalité sociale, cherté de la vie. La déstabilisation de la région est pour le long terme. Le potentiel progressiste est toujours là » (Achcar, 2019, p. 58). En outre, il affirme que le pouvoir de Sissi est précaire et ne s'exerce que grâce à la thèse que lui accorde l'opposition : « Le mécontentement contre Sissi ne fait qu'augmenter et, tôt ou tard, cela débouchera sur un nouveau soulèvement. La grande question pour cette partie du monde [...] est celle de l'émergence de directions progressistes à la hauteur des enjeux » (Achcar, 2019, p. 59). Pour sa part, Antonio Gramsci faisait la distinction entre guerre de position et guerre de mouvement pour signaler différentes phases de la lutte des classes : « [À] l'époque actuelle, la guerre de mouvement s'est déroulée politiquement de mars 1917 à mars 1921 et elle est suivie par une guerre de position dont le représentant [...] idéologique pour l'Europe, est le fascisme. » (Gramsci, 1978, p. 35). En fait, Gramsci identifie généralement la guerre de mouvement à la stratégie politique, la révolution permanente, de Trotski.

Quant au fascisme, il ne s'agit pas d'une authentique révolution sociale, mais d'un mouvement régressif. Gramsci ne croyait pas aux déclarations pseudo-révolutionnaires de cette idéologie réactionnaire. Il s'agissait de ce qu'il a nommé une révolution passive, c'est-à-dire d'un mouvement autoritaire qui prend des postures radicales tout en maintenant l'ordre capitaliste. Achcar voit dans les mouvements islamistes quelque chose de comparable au fascisme. Pour être précis, il évite les termes fondamentaliste et islamiste : « Les courants intégristes islamiques n'ont pas de doctrine économique. Leur horizon converge facilement avec le néolibéralisme : la libre entreprise et la charité en lieu et place des droits sociaux. C'est une démarche réactionnaire » (Achcar, 2019, p. 57). D'ailleurs, Amin et Achcar sont d'accord pour exclure les intégristes du camp progressiste.

4. L'oscillation de la classe bourgeoise entre démocratie et dictature

Tout en évitant de conférer une valeur idéaliste absolue au rôle de la démocratie libérale, Achcar et Amin croient que la destruction de la démocratie tout court au nom d'une idéologie confessionnelle n'est jamais favorable aux classes subalternes. Ils s'alignent largement sur les vues de Luxemburg concernant l'importance politique de la démocratie : « [E]lle [la démocratie] est aussi indispensable parce que c'est seulement en luttant pour la démocratie et en exerçant ses droits que le prolétariat prendra conscience de ses intérêts de classe et de ses tâches historiques » (Luxemburg, 1971, p. 76). Elle développe sa réflexion en affirmant que la démocratie n'est pas toujours utile aux classes dominantes.

Amin et Achcar sont d'accord pour dire que la légende de l'incompatibilité de l'Islam ou des cultures du Moyen-Orient avec la démocratie est un instrument idéologique manié par les puissances impérialistes et les classes dirigeantes. En effet, Rosa Luxemburg souligne que la démocratie n'est pas l'invention de la culture européenne bourgeoise et chrétienne, mais qu'elle est apparue plusieurs fois dans l'histoire dans d'autres zones géographiques. À la place d'une explication qui repose sur un essentialisme culturel, Rosa Luxemburg affirme que : « Le régime politique est chaque fois le résultat de l'ensemble des facteurs politiques aussi bien internes qu'externes ; à l'intérieur de ces limites, il présente tous les différents degrés de l'échelle depuis la monarchie absolue jusqu'à la République démocratique » (Luxemburg, 1971, p. 68). La rhétorique religieuse militante des intégristes, désirant abolir la démocratie représentative, n'apporte pas de solution réelle aux contradictions économiques fondamentales de la région.

Pour beaucoup de pays du Moyen-Orient qui ont connu une révolte populaire, le contraste entre forces réactionnaires et progressistes a débouché sur ce

que Gramsci décrit comme une solution politique autoritaire. Il s'agit d'une nouvelle forme de : « [C]ésarisme [qui] exprime une situation où les forces en lutte s'équilibrent sur le mode de la catastrophe : c'est-à-dire [...] d'une façon telle que la continuation de la lutte ne peut trouver sa conclusion que dans la destruction réciproque » (Gramsci, 1983, p. 500). Cet intellectuel marxiste nuance parfois le sens de ce concept complexe. Il s'agit aussi d'un renvoi subtil aux différents scénarios possibles, tels que la lutte des classes selon le *Manifeste du parti communiste*. En effet, la destruction mutuelle des classes sociales est une possibilité : « [O]ppresseurs et opprimés, en opposition constante, ont mené une lutte ininterrompue, tantôt ouverte, tantôt dissimulée, une lutte qui finissait toujours soit par une transformation révolutionnaire de la société tout entière, soit par la disparition des deux classes en lutte » (Engels et Marx, 1973, p. 30). Achcar tombe d'accord avec Gramsci pour dire qu'une solution césariste est instable.

5. Le cas égyptien d'après Samir Amin

L'économiste Samir Amin affirme que l'éveil, en apparence spontané, de certaines populations du Moyen-Orient, offre des solutions de rechange à l'impasse de cette région. Dans un premier scénario, la révolte déclenchée dans plusieurs pays arabes concernés à partir de 2011 aurait pu déboucher sur un cycle d'émancipation généralisé qui mènerait à l'échec éventuel de l'impérialisme des pays du centre. Dans une autre éventualité : « L'échec maintiendrait le monde arabe dans son statut actuel de périphérie dominée, lui interdisant de s'ériger au rang d'acteur actif dans le façonnement du monde » (Amin, 2012, p. 277). Huit ans après la poussée la plus mouvementée du *Printemps arabe* le deuxième scénario semble se confirmer.

Se concentrant en particulier sur le cas de son pays natal, Amin connaît l'Égypte mieux que les autres pays du monde arabe concernés par des soulèvements populaires. Il met en garde ses lecteurs que les constats spécifiques à l'Égypte ne s'appliquent que partiellement à l'ensemble de la région. Par exemple, il note que l'Égypte fut le premier pays périphérique à adopter des réformes économiques : « Bien avant le Japon et la Chine, dès le début du XIX^e siècle, Mohammed Ali avait conçu et mis en œuvre un projet de rénovation de l'Égypte et de ses voisins immédiats du Mashreq arabe » (Amin, 2012, p. 278). Selon lui, cet effort de modernisation ne s'est résorbé que vers 1870. Dans une perspective qui s'appuie sur la théorie léniniste, Amin note l'influence de l'impérialisme britannique, qui est venu entraver l'élan des réformes égyptiennes retardant ainsi le progrès de cette nation : « Par deux fois [...] par la prise du contrôle des finances de l'Égypte khédivale, enfin par l'occupation militaire [...] l'Angleterre

a poursuivi avec acharnement son objectif : la mise en échec de l'émergence d'une Égypte moderne » (Amin, 2012, p. 278). Il est à noter que cette tentative de modernisation de l'Égypte se situait dans une perspective d'intégration du capitalisme et non d'une rupture.

6. Le bloc historique

Lénine avait déjà développé une analyse relativement judicieuse de la division internationale du travail à l'époque impérialiste : « [L]e capital financier et la politique internationale qui lui est conforme, et qui se réduit à la lutte des grandes puissances pour le partage économique et politique du monde, créent pour les états diverses formes *transitoires* de dépendance » (Lénine, 1979, p. 139-140). D'une certaine façon, Lénine avait non seulement pressenti la fin du colonialisme officiel, mais entrevoyait, par d'autres moyens, la continuation de l'inégalité structurelle entre différentes régions du monde. Il ne fait aucun doute qu'Amin et Achcar se sont inspirés de certains passages de *L'Impérialisme* où Lénine se réfère à des pays, similaires à des États-nations du Moyen-Orient actuel, qui sont nominalement indépendants, mais inféodés à la structure financière internationale dominée par les pays du centre. Comme l'explique Lénine, l'époque impérialiste est caractérisée : « [P]ar des formes variées de pays dépendants qui [...] jouissent de l'indépendance politique, mais qui, en réalité, sont pris dans les filets d'une dépendance financière et diplomatique » (Lénine, 1979, p. 140). Une bonne partie du travail théorique de Samir Amin fut consacrée à étudier de tels phénomènes d'échange inégal.

Nonobstant les efforts déployés à s'émanciper, l'Égypte fut contrainte d'accepter une position subalterne dans la hiérarchie capitaliste mondiale. Il fut impossible de sortir de cette position humiliante : « L'Égypte émergente battue a été alors soumise pour près de quarante ans (1880-1920) au statut de périphérie dominée, dont les structures ont été refaçonnées pour servir le modèle de l'accumulation capitaliste/impérialiste de l'époque » (Amin, 2012, p. 278). Cela a causé un retard non seulement économique, mais aussi une stagnation de la société égyptienne dans son ensemble, y compris ses institutions politiques. Amin souligne les grands objectifs politiques de la deuxième période (1919-1967) qu'il analyse en détail : « L'objectif était triple : démocratie, indépendance nationale, progrès social. Ces trois objectifs – quelles qu'en aient été les formulations limitées et parfois confuses – sont indissociables les uns des autres » (Amin, 2012, p. 279). En 1919, par la constitution du Wafd, des efforts furent déployés pour laïciser la société et démocratiser les institutions politiques.

Tout en s'abstenant de nommer spécifiquement les classes progressistes formant le bloc démocratique de cette période, Amin précise en revanche les

forces réactionnaires qui entravaient le progrès rapide de l'économie et des institutions : « Tout l'effort de la puissance britannique, avec le soutien actif du bloc réactionnaire constitué par la monarchie, les grands propriétaires et les paysans riches, s'est employé à faire reculer les avancées démocratiques de l'Égypte wafdiste » (Amin, 2012, p. 279). La dictature de Sedki Pacha vint consolider les forces réactionnaires et ralentir le cours du développement historique menant au progrès. Amin souligne les effets de la montée du mouvement islamiste, les Frères musulmans : « [L]’ambassade britannique et le Palais royal ont alors soutenu activement la création des Frères musulmans (1927) qui s’inspiraient de la pensée « islamiste » dans sa version « salafiste » (passéiste) wahhabite » (Amin, 2012, p. 279). Ce va-et-vient entre forces progressistes et éléments rétrogrades de la société égyptienne a abouti au coup d’État des Officiers libres en 1952, dirigé par Nasser.

Amin souligne que le nassérisme s’est employé à minimiser l’apport de la modernisation de l’Égypte et son combat contre l’impérialisme : « Le nassérisme a substitué à cette lecture que je propose de l’éveil égyptien un discours idéologique abolissant toute l’histoire des années 1919-1952 pour faire remonter la révolution égyptienne à juillet 1952 » (Amin, 2012, p. 280). Mais ce penseur ajoute que le nassérisme n’était pas réellement un mouvement démocratique et il suggère que la vision autoritaire de cette idéologie nationaliste fut dommageable à l’émancipation générale des peuples arabes en dépit de ses effets mobilisateurs : « [N]on seulement « sans démocratie » (en interdisant aux classes populaires le droit de s’organiser par elles-mêmes et pour elles-mêmes), mais en « abolissant » toute forme de vie politique. Le vide créé appelait l’islam politique à le remplir » (Amin, 2012, p. 281). Antonio Gramsci avait déjà noté dans ses *Cahiers de prison* que les pratiques politiques dirigistes qui négligent de valoriser les institutions démocratiques de la société civile laissent ouverte la porte aux forces réactionnaires. De même, le livre de Trotski, *La Révolution trahie*, donne une définition matérialiste du phénomène de la bureaucratisation une fois que les forces progressistes ont pris le pouvoir dans un pays périphérique. L’immensité des tâches qu’elles avaient à accomplir et leur encerclement par des forces hostiles augmentaient la possibilité d’un recours à une solution politique autoritaire : « Si l’État, au lieu de dépérir devient de plus en plus despotique [...] c’est en vertu de l’inflexible nécessité d’entretenir une minorité de former et d’entretenir une minorité privilégiée, tant qu’il n’est pas possible d’assurer une égalité réelle » (Trotski, 1973, p. 44). Il s’agit d’un cas d’espèce qui s’est répété dans toutes les situations où un mouvement socialiste révolutionnaire a pris le pouvoir dans un pays périphérique du capitalisme.

Amin s’en prend aux successeurs de Nasser : « Sadate qui succède, accentue la portée de la dérive à droite et intègre les Frères musulmans dans son nouveau

système autocratique. Moubarak poursuit dans la même voie » (Amin, 2012, p. 281). Cette dérive a graduellement poussé les masses populaires à se mobiliser dans le mouvement du printemps arabe, notamment en Égypte : « L'Égypte, soumise aux exigences du libéralisme mondialisé et aux stratégies des États-Unis, a cessé d'exister comme acteur actif régional et international » (Amin, 2012, p. 281). Les régimes des présidents qui ont succédé à Nasser auraient contribué, d'après Amin, à servir les intérêts des classes possédantes en les rendant ainsi plus riches : « Sadate et Moubarak ont œuvré au démantèlement du système productif égyptien, auquel ils ont substitué un système totalement incohérent, exclusivement fondé sur la recherche de la rentabilité d'entreprises » (Amin, 2012, p. 281). À ses yeux, la plupart de ces entreprises ne sont que des sous-traitants des puissances impérialistes.

7. Bonapartisme, ancien et nouveau

Sans les nommer, ces régimes successifs sont des formes de bonapartisme, terme que Marx utilise dans *Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte* pour décrire des régimes populistes qui s'appuient sur une toute-puissance répressive et une bureaucratie envahissante afin de mater la population et de la soumettre aux dictats d'un chef charismatique. En ce qui concerne ces régimes, ils caressent l'illusion d'avoir empêché l'islamisme de s'épanouir : « Les puissances impérialistes prétendaient que ce régime « protégeait » l'Égypte de l'alternative islamiste. Or, il ne s'agit là que d'un mensonge grossier. En fait, le régime avait parfaitement intégré l'islam politique réactionnaire » (Amin, 2012, p. 282). Les États-Unis appuyaient les régimes autoritaires du pays, encourageaient certaines formes d'islamisme dans la région et soutenaient des dictatures qui exacerbent les contradictions socioéconomiques engendrant ainsi un intense mouvement de révolte : « Ce mouvement gigantesque du peuple [...] les jeunes « re-politisés » par leur propre volonté et dans des formes « modernes » qu'ils ont inventées, les forces de la gauche radicale, celles rassemblées par les classes moyennes démocrates » (Amin, 2012, p. 283). Il s'agissait donc d'un mouvement radical, national-populaire, qui manifestait une velléité authentique de s'émanciper de l'ordre dominant.

Selon Amin, la jeunesse révoltée cherchait une voie de sortie jumelant autonomie et progrès : « La révolution démocratique à laquelle ils appellent est une révolution démocratique anti-impérialiste et sociale » (Amin, 2012, p. 283). Traitant des rapports complexes entre structure économique et psychologique via les soulèvements populaires, Amin s'inspire de Wilhelm Reich. Ce dernier était un psychanalyste révolutionnaire qui unissait dialectiquement l'individu au groupe dans ses œuvres : « Quant à la psychologie sociale, elle continue

d'éluder son problème (comment construire le pont qui unit l'individuel au social), Wilhelm Reich constituant l'exception d'un pionnier peu suivi » (Amin, 1973, p. 7). Dans une recommandation aux marxistes de l'époque, Reich suggère qu'il faut travailler à briser l'idéologie d'impuissance qui ankylosait les masses. Il croit que par un effort sérieux de militantisme, le camp révolutionnaire peut battre en brèche l'idée voulant que seules les classes dirigeantes soient habilitées à effectuer les changements sociaux. D'après Reich, il faut directement : « [S]'adresser aux masses ; exprimer les pensées explicites et implicites des masses, détruire leur respect pour la haute politique [...] ne pas tenter d'adapter les masses à la « haute politique », mais adapter la politique aux masses » (Reich, 2018, p. 87). Ce combat idéologique ne fut que partiellement accompli lors des soulèvements entrepris dans certains pays arabes.

Amin fait état de la difficulté d'accomplir cette tâche en Égypte : « La généralisation du mouvement à l'ensemble du peuple égyptien constitue par elle-même un défi positif. Car ce peuple est, comme tous les autres, loin de constituer un 'bloc homogène' » (Amin, 2012, p. 284). Il note en plus qu'un conseil national des partis progressistes en Égypte a tenté de rallier toutes les différentes organisations de la société civile en vue de produire un changement radical affectant les rapports sociaux de gouvernance. Cependant, les Frères musulmans et d'autres forces conservatrices refusèrent d'y participer : « Tout comme dans la période de flux des luttes du passé, le mouvement démocratique anti-impérialiste et social se heurte en Égypte à un bloc réactionnaire puissant » (Amin, 2012, p. 286). S'inspirant du cadre théorique marxiste, Amin tente d'en décrire les éléments centraux. Le gros de la force sociale de la réaction correspond surtout à des bourgeois assujettis à l'impérialisme : « Les formes d'accumulation dépendante à l'œuvre au cours des 40 dernières années ont produit l'émergence d'une bourgeoisie riche » (Amin, 2012, p. 286). Il s'agissait de millionnaires qui vivent de l'exploitation de la population locale et sont des agents du capital financier international qui étrangle les forces vives du pays : « Cette bourgeoisie est compradore [...] Elle constitue le soutien actif de l'insertion de l'Égypte dans la mondialisation impérialiste contemporaine » (Amin, 2012, p. 287). La bourgeoisie, petite et moyenne, est une victime du système économique inégalitaire qui profite presque exclusivement aux plus riches du pays.

Une riche classe de propriétaires dans les régions agricoles collabore au maintien du *statu quo* : « Les paysans riches ont toujours constitué dans l'Égypte moderne une classe réactionnaire et ils le sont plus que jamais. Ils sont également le soutien majeur de l'islam conservateur dans les campagnes » (Amin, 2012, p. 288). Toutes ces forces réactionnaires étaient unifiées par un parti unique : « Ce bloc social réactionnaire dispose d'instruments politiques à son service :

l'armée et la police, les institutions de l'État, le parti politique privilégié (une sorte de parti unique de fait) – le Parti national démocratique créé par Sadate » (Amin, 2012, p. 288). Ce parti a été emporté par le mouvement de révolte mais les bases sociales de son pouvoir sont demeurées intactes : « [L]e Parti national démocratique a par contre disparu dans la tourmente et sa dissolution prononcée par la justice. Néanmoins, faisons confiance à la bourgeoisie égyptienne, elle saura faire renaître son parti sous des appellations nouvelles diverses » (Amin, 2012, p. 289). Ce constat pessimiste porte à envisager par après le rôle régressif que peuvent jouer les forces bourgeoises contre un soulèvement populaire potentiel.

8. Analogie entre fascisme et intégrisme

Amin compare le leadership des Frères musulmans à celui des mouvements fascistes en Europe : « Leur chef – le *mourchid* (traduction arabe de « guide » – Führer) est autoproclamé et l'organisation repose sur le principe de la discipline et de l'exécution des ordres des chefs, sans discussions d'aucune sorte » (Amin, 2012, p. 289). Quant aux dirigeants de ce mouvement, ils sont issus des classes dominantes. Amin assigne aux éléments corrompus des classes subalternes ou petites-bourgeoises le rôle de caporaux organisant le *lumpenproletariat* en une force réactionnaire unifiée. Amin en conclut que ce mouvement intégriste est essentiellement réactionnaire : « Les Frères musulmans sont acquis à un système économique basé sur le marché et totalement dépendant de l'extérieur. Ils sont en fait une composante de la bourgeoisie compradore. Ils ont d'ailleurs pris position contre les grandes grèves de la classe ouvrière » (Amin, 2012, p. 289). Laissant les islamistes du Moyen-Orient prendre le pouvoir, dans certaines circonstances particulières, les États-Unis font semblant de craindre la montée en puissance de tels mouvements réactionnaires : « Mais les États-Unis ne peuvent avouer que leur stratégie vise à mettre en place des régimes "islamiques" dans la région. Ils ont absolument besoin de faire comme si 'cela leur faisait peur' » (Amin, 2012, p. 290). Pour la superpuissance américaine, l'important c'est que le régime en place en Égypte ne remette pas en question leur hégémonie.

En outre, Amin souligne que le mouvement religieux égyptien est partiellement soutenu par l'allié des États-Unis, l'Arabie Saoudite et ses subordonnés dans la région : « En Égypte, les Frères musulmans sont désormais épaulés par le courant salafite (« traditionaliste »), tout également largement financé par les pays du Golfe » (Amin, 2012, p. 291). Il note que le soufisme égyptien, plus laïc et tolérant est aux antipodes du wahhabisme sévère de certaines factions des Frères musulmans : « Les soufistes sont des alliés du mouvement démocratique.

L'introduction de l'islam wahhabite en Égypte a été amorcée par Rachid Reda dans les années 1920 et repris par les Frères musulmans dès 1927 » (Amin, 2012, p. 292). En fait, il s'agirait pour la puissance américaine de favoriser l'établissement d'un régime similaire à celui en vigueur au Pakistan.

Selon Amin, les États-Unis, l'Arabie Saoudite et Israël craignent l'émergence d'une solution de rechange démocratique en Égypte qui pourrait s'étendre à toute la région : « Ils partagent tous les trois la même hantise de l'émergence d'une Égypte démocratique. Car celle-ci ne pourrait être qu'anti-impérialiste et sociale, prendrait ses distances à l'égard du libéralisme mondialisé, condamnerait l'Arabie Saoudite et les pays du Golfe à l'insignifiance » (Amin, 2012, p. 292). Le programme impérialiste américain soumet l'Égypte à un régime favorable à ses desseins politiques régionaux : « L'Égypte est une pièce angulaire dans la stratégie étatsunienne de contrôle de la planète. L'objectif exclusif de Washington et de ses alliés Israël et l'Arabie Saoudite est de faire avorter le mouvement démocratique en Égypte » (Amin, 2012, p. 293) L'article d'Amin fut écrit avant que l'armée n'ait déposé Mohammed Morsi.

9. Vers une dépolitisation des masses

Amin approfondit sa réflexion dans un article intitulé « Égypte, pour une libération du peuple » en projetant quelques éclairages sur le développement du *Printemps arabe*, de ses causes et de ses effets à court et long termes. D'ailleurs, il met l'accent sur le rôle de l'impérialisme occidental dans la tradition théorique de Lénine et de Rosa Luxemburg, tout en plaquant la figure de Louis Bonaparte à celle de Sissi. Pour sa part, Marx, notant que dans l'impossibilité de trouver une solution aux contradictions de la société française, une personne insignifiante devient l'homme de la situation : « Quant à moi [Marx], je montre, par contre, comment la *lutte des classes* en France créa des circonstances telles qu'elle permit à un personnage médiocre et grotesque de faire figure de héros » (Marx, 1969, p. 10). En fait, dans les deux cas, en France et en Égypte, en dépit de la massification des soulèvements respectifs, la solution autoritaire tient lieu d'un signe d'une certaine dépolitisation de larges masses de la population résignées au capitalisme mondialisé. En tout état de cause, la montée de l'intégrisme au Moyen-Orient n'a pas su améliorer la situation. Comme le souligne Amin : « Il [l'intégrisme] a ainsi contribué à transférer le centre de gravité du débat du champ des intérêts sociaux et des luttes sociales (luttes de classes, prenant en compte toutes ses complexités concrètes) à celui des questions prétendues théologiques » (Amin, 2014, p. 19). Il va même jusqu'à faire état du creux historique dans lequel le Moyen-Orient s'est empêtré dans l'attente d'une vague prometteuse de socialisme : « L'expérience de l'Égypte et des autres pays [...]

qui ont accepté de se soumettre intégralement aux prescriptions du libéralisme et ont renoncé à élaborer un projet de développement autonome montre qu'ils 'n'attirent' pas les capitaux extérieurs » (Amin, 2014, p. 25). L'acceptation d'un membre de la périphérie globale du capitalisme impérialiste actuel débouche sur une impasse historique. Cependant les luttes qui en surgissent sont loin de réaliser le moindre semblant de solution socialiste et démocratique : « Le combat pour imposer la sortie du néolibéralisme [...] continue donc. La poursuite des luttes en cours pourrait alors contraindre Sissi à changer son fusil d'épaule, comme cela fut le cas avec Nasser en 1956, passé du libéralisme économique naïf à l'adhésion au projet de libération nationale et sociale » (Amin, 2014, p. 26). Ainsi, comme les meilleurs auteurs de la tradition marxiste, notamment Gramsci, Amin et Achcar avouent ne pas prévoir l'avenir. Tout ce qu'ils recommandent de faire, c'est d'analyser les forces en présence et de miser même sur celles qui sont porteuses de progrès social : « [E]n développant une théorie et une technique de la politique [...] dont on pense qu'elles finiront par servir surtout au camp qui 'ne savait pas' parce qu'on considère que c'est en lui que réside la force progressive de l'histoire » (Gramsci, 1978, p. 397-398). Le résultat le plus important du développement de cette praxis révolutionnaire, selon ce penseur, est de briser l'unité et l'emprise des forces conservatrices.

10. Les sources socioéconomiques du soulèvement arabe

Prenant une position légèrement différente de celle de Samir Amin, bien que complémentaire à certains égards, Eugène Berg s'est penché sur l'ouvrage de Gilbert Achcar intitulé *Le Peuple veut. Une exploration radicale du soulèvement arabe*. Se servant d'une approche compatible avec l'analyse marxiste, il attribuait les changements sociaux en cours au Moyen-Orient à des causes essentiellement socioéconomiques : « Mais pour le moment, l'onde de choc qui se développe dans la région arabophone paraît la résultante de conditions socioéconomiques particulières qu'il convient de décrypter avec soin » (Berg, 2013, p. 207). Il se tourne donc vers l'étude des causes du bouleversement soudain qui fut subitement déclenché dès 2010, au Moyen-Orient.

Tout en abondant dans le sens d'Achcar, Berg lui reproche, à tort, d'adopter parfois, une attitude un tant soit peu orthodoxe dans son analyse de la situation du Moyen-Orient : « En effet, Gilbert Achcar s'appuie exclusivement sur l'analyse marxiste pour expliquer les mécanismes politiques et sociaux qui ont conduit au déclenchement de ces révolutions » (Berg, 2013, p. 208). Il lui en veut aussi d'utiliser parfois le mot révolution plutôt que soulèvement. En effet, selon Berg, Achcar est tiraillé entre les termes de révolte, de soulèvement ou de révolution. Il résume ainsi la position d'Achcar : « [C]'est que celle-ci [la révolte]

est le résultat du blocage des forces productives, phénomène qui s'est révélé finalement insurmontable et générateur de bouleversements sociopolitiques » (Berg, 2013, p. 211). D'après Berg, il s'agit plutôt d'une crise localisée liée à des conditions particulières. En fait, Berg tombe dans le piège de l'interprétation unilatérale de la lutte des classes. Losurdo dénonce cette approche et valorise la vision historique très nuancée de Marx et d'Engels : « En même temps que la 'libération' ou l' 'émancipation économique du prolétariat', Marx et Engels revendiquent, nous le savons, la 'libération' ou l' 'émancipation' des 'nations opprimées' » (Losurdo, 2017, p. 20). Dans une formule géniale, Losurdo affirme que, d'après Marx, le *genre (genus)* lutte des classes se déclinerait en plusieurs *espèces (species)* à partir d'un même fondement socioéconomique qui comprend la division nationale et internationale du travail. D'après Losurdo : « [L]'intérêt et la passion avec lesquels il [Marx] suit les 'mouvements nationalités opprimées' sont l'expression, non d'une façon de se détourner de la lutte des classes [...] mais d'un effort pour en saisir les manifestations concrètes » (Losurdo, 2017, p. 24). L'incompréhension de cette dialectique entre genre et espèces fait en sorte que Berg n'apprécie pas à sa juste valeur l'analyse marxiste du changement social. Losurdo note, ce qui n'est pas négligeable en ce qui concerne le *Printemps arabe* : « Le genre des luttes des classes émancipatrices compte [...] une troisième espèce [...] Il s'agit des femmes sur lesquelles pèse l'oppression exercée par l'homme » (Losurdo, 2017, p. 24). D'ailleurs, les revendications sociales, démocratiques et économiques des femmes dans les soulèvements des pays arabes furent un élément essentiel qui a nourri la révolte.

11. Remarques conclusives

L'évolution rapide et disparate de la situation des pays concernés par le *Printemps arabe* a été turbulente entre le bloc contestataire national et la force hégémonique occidentale qui avait intérêt à faire perdurer la déstabilisation de la région. À un moment donné du conflit civil en Syrie, le régime de Bachar el Assad risquait de mordre la poussière, si ce n'était de l'intervention de la Russie de Vladimir Poutine qui l'a sauvé du désastre au niveau militaire et diplomatique. En même temps, l'aviation américaine bombardait les territoires qui ont acquis leur autonomie en Syrie et en Irak, sous prétexte de combattre l'intégrisme. En Libye, le soulèvement a eu gain de cause contre Kadhafi, alors que les pays inféodés aux États-Unis ont réussi à scinder le pays en deux gouvernements adverses en vue de perpétuer la guerre civile. En Égypte, le président élu Morsi meurt en prison et c'est un militaire qui l'a remplacé au pied levé.



BIBLIOGRAPHIE

- Achcar, G. et Ducange, J. N. (2018). Marxisme et islam : religion et politique. *Actuel Marx*, 64, 101-111.
- Achcar, G. et Taïbi, N. (2018). Révolutions arabes : que pouvons-nous espérer. *Sens dessus*, 24(2), 55-59.
- Amin, S. (1973). *Le Développement inégal. Essai sur les formations sociales du capitalisme périphérique*. Éditions de Minuit.
- Amin, S. (1976). *L'Impérialisme et le développement inégal*. Éditions de Minuit.
- Amin, S. (2012). 2011 : le printemps arabe : L'Égypte. *Le journal des anthropologues*. 128-129, 277-298.
- Amin, S. (2014). Égypte : pour une libération du peuple. *La pensée*, 379(3), 17-26.
- Berg, E. (2013). Le « Printemps arabe ». Secousse géoéconomique majeure. *Géoéconomie*. 65, 207-221.
- Engels, F. et Marx, K. (1977). *L'Idéologie allemande*. Éditions sociales.
- Engels, F. et Marx, K. (1973). *Le Manifeste du parti communiste*. Éditions sociales.
- Gramsci A. (1978). *Cahiers de prison. Cahiers 10, 11, 12 et 13*. Gallimard.
- Gramsci, A. (1983). *Cahiers de prison. Cahiers 6, 7, 8, et 9*. Gallimard.
- Lénine, V.I. (1979). *L'Impérialisme, stade suprême du capitalisme*, Éditions du Progrès.
- Losurdo, D. (2017). *La Lutte des classes. Une histoire politique et philosophique*. Éditions Delga.
- Luxemburg, R. (1971). *Œuvres I*. François Maspero Éditeur.
- Marx, K. (1974). *Les Luttes de classes en France (1848-1850)*. Éditions sociales.
- Marx, K. (1969). *Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte*. Éditions sociales.
- Reich, W. (2018). *Qu'est-ce que la conscience de classe ? Contribution au débat sur la reconstruction du mouvement ouvrier*. M Éditeur.
- Trotski, L. (1973). *La Révolution trahie*. Éditions de minuit.



BIOGRAPHIE

Omer MOUSSALY : Chercheur à la Chaire UNESCO d'étude des fondements philosophiques de la justice et de la société démocratique (Université du Québec à Montréal), récipiendaire de la bourse d'excellence de la Chaire de recherche du Canada en Antiquité critique et Modernité Émergente (Université Laval) et auteur de *Progrès et action collective. Portrait du méliorisme aux États-Unis*. Il est aussi l'auteur de recherches qui traitent principalement des idées politiques et de la théorie critique. En plus, il a publié de nombreux articles scientifiques et chapitres de livres sur ces sujets dont un récent article critique sur Max Weber intitulé *La révolution passive du capitalisme wébérien* dans la revue philosophique *Klēsīs*.



BIOGRAPHY

Omer MOUSSALY: Researcher at the UNESCO Chair for the Study of the Philosophical Foundations of Justice and Democratic Society (Université du Québec à Montréal), recipient of the Canada Research Chair in Critical Antiquity and Emerging Modernity (Université Laval) and author of *Progrès et action collective. Portrait du méliorisme aux États-Unis*. His research deals mainly with political ideas and critical theory. He has also published numerous scientific articles and book chapters on these subjects such as a recent critical study on Max Weber *The Passive Revolution in Weberian Capitalism* published in the philosophy journal *Klēsis*.